

Contribution aux débats · CN des 16 & 17 septembre 2026

POUR UNE RENTRÉE SOCIALE AUSSI CHAUDE QUE LE CLIMAT...



Entre incendies et canicules, l'été écoulé a révélé aux yeux de la population que ce sont désormais des questions de survie qui se posent. La nature de classe, de genre, de race de la crise que nous affrontons s'est matérialisée : les premières victimes du dérèglement climatique sont, là aussi, les plus vulnérables.

Un été suffocant qui aura invisibilisé temporairement les guerres et drames toujours en cours en Ukraine, en Palestine ou en Iran. Drames qui obéissent néanmoins aux mêmes logiques de prédation, d'exploitation, de domination et de course au profit.

Cette explosion du réel aurait pu provoquer des changements de cap. Il n'en est rien. Et l'approche des élections présidentielles et législatives renforce la tripolarisation politique française.

Le "bloc central" au contour flou, en réalité la bourgeoisie libérale, cherche à se maintenir au pouvoir pour perpétuer sa politique de captation des richesses. Il poursuit sa politique de l'offre pourtant responsable du déficit et de l'explosion des inégalités. De la même manière, aucune prise en compte des besoins écologiques de la population n'est prévue, aucune bifurcation du modèle agricole, aucun plan d'urgence pour permettre aux services publics de jouer leur rôle d'amortisseur de crise...

Quant à l'extrême-droite, partageant l'essentiel de la partition libérale du macronisme, elle tente de se différencier par un racisme et une islamophobie décomplexés. En Allemagne, c'est par un discours réactionnaire sur les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, masculiniste, climato-sceptique, assimilant les pauvres aux assisté-es, islamophobe et de "choc des civilisations"... que l'AFD a réussi à s'imposer en Saxe-Anhalt. Ici, le discours est le même. Instrumentalisant la défense des droits des femmes, le RN veut rompre avec des principes constitutionnels de liberté religieuse et d'expression en réclamant l'interdiction du voile. Fort de son emprise dans l'espace médiatique, il impose à la Macronie un agenda discriminatoire et sécuritaire. Course électorale à laquelle les macronistes répondent, entre autres, en votant la présomption de légitime défense des policier-es. Une loi pour le moins inquiétante alors que les discours racistes et masculinistes tenus par des policiers municipaux à Carcassonne prouvent leur ampleur dans ce corps.

À gauche, si le nombre de candidat-es reste inconnu, il semble que solennité du moment ne rime pas avec responsabilité. Alors que tout montre un approfondissement de la lutte des classes obligeant à une rupture avec ce système, aucune unité sur un programme commun ne se profile.

Tous les regards sont tournés vers l'échéance de mai prochain. Pourtant, dès à présent, les raisons de se mobiliser existent. Mais surtout, au vu du rapport de force actuel et de l'état de la gauche politique, c'est au mouvement social, particulièrement au syndicalisme, d'être agissant. Seule son irruption dans l'équation électorale peut redistribuer les cartes.



GAGNER DES ADHÉRENT·ES POUR UNE FSU-SNUIPP FORTE & ENGAGER LA PROFESSION DANS L'ACTION COLLECTIVE

La baisse de la syndicalisation ne peut pas être regardée uniquement comme un problème de chiffres ou de fonctionnement interne. Quand les collectifs de travail s'affaiblissent, que les collègues se sentent isolé·es et que les luttes peinent à déboucher sur des victoires, c'est la perte de confiance dans l'action collective qui pèse.

Se syndiquer c'est aussi retrouver cette confiance : ne plus rester seul·e, recréer des collectifs, faire l'expérience que l'organisation permet d'agir et de peser.

Ensuite il s'agit de garder nos adhérent·es et de créer une culture syndicale avec nos nouveaux·elles adhérent·es et faire qu'ils et elles restent ?

Quelques pistes : diversifier les cadres collectifs pour mettre en débat du travail réel, partager les valeurs de la FSU-SNUipp, investir les mobilisations. La FSU-SNUipp en appuyant les luttes peut rendre les collègues acteur·ices des mobilisations. Pour cela, il faut identifier celles et ceux qui sont prêt·es à s'engager, construire des petits collectifs dans les écoles, donner des responsabilités concrètes comme appeler des collègues, organiser une réunion, convaincre deux personnes, diffuser l'information, préparer une action...

La syndicalisation est une cause et une conséquence, qui sont intimement liées, de notre capacité à organiser les luttes, à faire vivre des collectifs et à reconstruire, par l'action, la confiance dans la force collective. Il s'agit, par ce travail à partir du terrain, de regagner des adhérent·es et de conforter notre première place aux élections professionnelles.

L'ÉCOLE
ÉMANCIPÉE
POUR ADHÉRER



SAISIR LES ÉCHÉANCES, AFFIRMER NOTRE SYNDICALISME

L'appel à la mobilisation du 29 septembre prochain sera le point d'orgue d'une rentrée mobilisée.

Le 20 septembre, un appel à manifester contre la loi dite "permis de tuer" est lancé. Cette loi est directement issue du programme de l'extrême-droite. Au-delà de tous les aspects choquants de cette mesure, la défense des droits et libertés fondamentales, piliers de la démocratie sociale, est, dans la période, un devoir syndical. Le 26 septembre, nous montrerons que ce n'est pas parce que les températures baissent que notre colère face à la gestion de la crise climatique ne reste pas brûlante. Les organisations syndicales de lutte et de transformation sociale ont appelé à rejoindre les marches initiées par les organisations écolo. La question du climat est un enjeu systémique qui doit intégrer les exigences du monde du travail : protection des personnels, mesures sur les bâtiments, développement des services publics... La concrétisation de ces choix passe impérativement par des mesures de justice fiscale, à commencer par la taxation des superprofits.

Enfin le 29 septembre doit être l'occasion de faire exploser les colères existantes, intensifiées par des conditions de rentrée déplorables. Un chaos qui s'accompagne d'un renforcement d'une politique scolaire centrée sur un pilotage pédagogique, l'absence de toute mesure salariale pour faire face à l'inflation, aucune réponse sur le bâti scolaire. Quant aux AESH, l'absence d'annonces les concernant lors de la CNH et la transformation de leur métier sont une honte pour les plus de 100.000 concerné·es.

Les conditions objectives de réussite du 29 sont présentes, il nous appartient de montrer que le budget est un choix de société, celui d'une plus juste répartition des richesses, en remettant le commun au centre des préoccupations à l'opposé des diversions identitaires et islamophobes.

L'articulation de toutes ces échéances est une opportunité d'influer la fuite en avant libérale tout en démasquant la nature de classe d'une extrême-droite ennemie des classes populaires.



PLAN D'URGENCE POUR LES ÉCOLES AFIN DE FAIRE FACE À LA CANICULE : **ANNONCÉ PENDANT L'ÉTÉ,** **LA MACRONIE A DÉJÀ DIVISÉ PAR 5 SON BUDGET**





Les élections professionnelles seront l'échéance suivante. Nul doute que nous entrerions dans ces dernières dans une disposition très favorable si nous réussissions à arracher des victoires lors de la séquence budgétaire. Si ce moment est indispensable pour se donner les moyens de peser et d'agir pour les années à venir, il s'intègre aussi dans la bataille autour de notre projet pour l'école. Les rencontres avec nos collègues sont aussi l'occasion d'affirmer notre identité, nos combats et notre orientation, différente de celle d'autres organisations à commencer par l'UNSA et FO. Dans un moment où l'école sera au cœur de toutes les annonces et débats, notre singularité et notre vision du syndicalisme de lutte et de transformation sociale doivent rassembler et nous permettre de nous renforcer.

Car l'année scolaire se terminera par une séquence cruciale. Les élections présidentielle et législatives seront un moment de vérité entre continuité ultra-libérale, ère de toutes les régressions sous l'extrême-droite ou projet progressiste. Si, à l'heure actuelle, il est compliqué de se lancer sur de quelconques pronostics, l'état présent du rapport de force oblige à l'irruption du mouvement social. D'une part, nous l'avons vu durant le mouvement des retraites, lorsque le mouvement social organise la lutte, le macronisme et l'extrême-droite reculent. Notre militantisme joyeux et nos futurs désirables peuvent devenir majoritaires dans la population si nous prenons nos responsabilités. D'autre part, seul un mouvement uni et victorieux peut peser suffisamment pour permettre à un projet le plus collectif et porteur d'espoir possible de se concrétiser. Si le NFP a vécu, rien ne fait non plus obstacle à ce qu'un front social et politique se constitue autour d'un programme et impose l'unité nécessaire à des victoires. Et comme cette hypothèse n'émergera pas d'un parti politique, notre syndicat, notre fédération ne peuvent se perdre dans des attermoissements : le contexte ne le permet pas.

AGIR POUR PESER

L'ensemble de ces échéances oblige notre organisation à définir des tâches syndicales précises.

Ainsi pour la grève du 29 par exemple, il est impératif d'offrir des perspectives mobilisatrices à nos collègues.

La période, marquée par une certaine usure et de la morosité, n'invite certes pas à se projeter immédiatement dans une grève massive et reconductible. Mais cela ne doit pas être pour autant synonyme d'un attentisme qui lui, nous le savons, est mortifère. Au contraire, c'est dans cette période que notre rôle d'aiguillon, connecté à nos collègues, est le plus nécessaire. Les dates de mobilisation perlées, si elles ne sont pas trop espacées, peuvent aussi être des jalons permettant d'augmenter la conflictualité. Dans cette optique, il est crucial de prendre une initiative avant la probable grève interpro de mi-octobre, de façon à permettre à chaque collègue de se projeter dans l'action collective. Nous sommes engagé-es dans une bataille de projet contre projet. Face à la vision libérale et austéritaire du gouvernement, ou réactionnaire de l'extrême-droite, la nôtre est non seulement alternative, mais surtout désirable. L'enjeu est de s'appuyer sur l'école et la société que nous voulons afin d'augmenter le rapport de force. Il ne s'agit pas seulement de résister, mais de proposer une voie crédible pour l'École publique, en proposant une vraie stratégie d'action capable de rassembler au-delà de nos rangs habituels.



PIRATAGE DES DONNÉES : À QUI LA FAUTE, À QUI LA CHARGE ?

Les piratages et les fuites de données se multiplient, y compris à l'Éducation nationale, où les informations personnelles des agent-es, élèves et familles sont exposées. Concernant les élèves les données piratées peuvent recouvrir des informations d'ordre scolaires, sociales voire médicale. Le Ministère est démuni, personne n'est en mesure de connaître l'entièreté de ce qui a été piraté. En cas d'attaque, ce sont les personnels qui improvisent pour maintenir la continuité du service public.

La cybersécurité revêt un enjeu politique : qui doit assumer les conséquences des failles numériques ? Après une fuite, administrations et entreprises renvoient la responsabilité aux individus (changer ses mots de passe, surveiller ses comptes...), comme si la protection des données confiées était avant tout une affaire personnelle. Pourtant, tout le monde n'a pas les mêmes moyens ou les mêmes connaissances pour se protéger et faire valoir ses droits.

À l'École, la situation est critique : numérisation à marche forcée, accélération de l'usage de l'IA accentuent la dépendance à des systèmes vulnérables et à des prestataires privés. Les données des agent-es et des élèves ne sont pas une marchandise.

La sécurité numérique est un enjeu de service public, de protection des libertés et d'égalité. L'État doit garantir des infrastructures sécurisées, des solutions de secours efficaces, des personnels formés et des moyens pérennes. Face aux cyberattaques, comme face aux autres risques, nous refusons que chacun-e soit abandonné-e face aux défaillances institutionnelles.





Ensuite, qu'il s'agisse de cette grève ou des élections professionnelles, le travail de terrain est indissociable de notre action syndicale. Nous ne pouvons ancrer ni nos luttes ni notre organisation dans la durée sans une rencontre physique, régulière et qualitative avec les collègues. Le syndicalisme de transformation sociale se vit dans les salles des personnels, lors des rencontres avec nos collègues, lors d'assemblées générales... C'est par cette présence que nous construisons et renforçons notre syndicat, que nous nous donnons les moyens de convaincre de la justesse de notre orientation, cela qu'il s'agisse de nos mobilisations comme des élections. Chaque discussion, chaque tract distribué, chaque réunion organisée vise à transformer l'essai : de l'adhésion idéologique en adhésion concrète, en vote et en mise en action. Nous avons cette capacité à aller vers les collègues, à écouter leurs préoccupations et à répondre à leurs attentes par notre projet.

Enfin, il faut avoir en tête que nous ne gagnerons pas seul-es. Le rouleau compresseur libéral tout comme la machine à fracturer du RN et consorts nécessitent un camp progressiste uni pour y faire face. Il y a d'abord l'unité dans notre champ, pour aborder la grève du 29. Une unité syndicale qui est un levier de mobilisation. Il y a ensuite tous nos liens avec le mouvement social plus large lors des autres mobilisations écologistes, féministes, antiracistes.... Et nous ne pourrions pas esquiver la question d'un front social et politique, un front antifasciste d'ici la fin de l'année. Cette unité ne se décrète pas : elle se travaille. Elle se travaille dès maintenant, avec nos partenaires de lutte et de transformations sociale. Elle se travaille sans exclusive, en acceptant de discuter nos désaccords, en trouvant les voies de passage vers ce qui nous rassemble face aux dangers que nous affrontons. Elle se travaille surtout parce que c'est un outil incontournable si nous voulons nous donner les moyens de renverser la table et de réussir à éviter l'inéluctable. Ouvrir les espaces de discussions et d'action qui permettent cela est de la responsabilité du syndicalisme... La FSU-SNUipp, en tout indépendance mais face à une période où l'indifférence est impossible, ne peut pas ne rien engager en ce sens.

Les échéances sont connues. Il n'y a aucune fatalité, attentisme ou défaitisme à subir.

Au contraire, proposons une stratégie et portons fièrement nos couleurs : celles de la justice sociale et écologique, celles de l'égalité des droits, celles de l'émancipation. Et ensemble, nous saurons les faire triompher.



AESH : LES GRANDES OUBLIÉES DE LA CNH !

Depuis maintenant plus de 20 ans, les AESH sont des maillons essentiels de l'école inclusive. Aujourd'hui, elles sont même devenues indispensables au bon fonctionnement des classes. La précarité et l'indigence de leurs droits à des conditions de travail dignes rendent service à l'austérité.

En cette rentrée, pour des raisons budgétaires aussi, et selon des avis de bureaucrates bien éloigné-es des réalités de l'École, une volonté de réduire la présence des AESH s'exprime fortement.

Entre les refus de créer un corps de fonctionnaires et la quasi absence des AESH des discussions de la CNH, il est urgent de s'inquiéter et d'agir !

Le maître-mot de cette dernière CNH a été l'accessibilité, brandie comme une baguette magique, qui résoudrait tous les problèmes. Pourtant, si la loi de 2005 prévoit bien l'accessibilité, elle prévoit également le droit à la compensation. L'accessibilité requiert un investissement massif pour la formation de tous les personnels. Force est de constater que l'État ne se donne les moyens ni pour ce virage vers l'accessibilité, ni pour sortir les AESH de la précarité en prenant la décision politique de faire de toutes les AESH - sans exclusion - des fonctionnaires formées, bien payées, pour qu'elles prennent enfin leur place dans les équipes pluriprofessionnelles. Ce sont toujours les AESH et les enseignant-es, dont le travail est dénigré, qui tiennent à bout de bras l'école inclusive.

CNH : la place des AESH sera "repensée"



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

c'est aussi une revue et un site internet

ecoleemancipee.org

